

Marianne, N°1062

L'éditorial de Jacques Julliard, vendredi 28 juillet 2017, p. 6

### **Cette farce des rythmes scolaires Jacques Julliard**

Voilà un vaudeville qui tient l'affiche depuis presque aussi longtemps que la Cantatrice chauve au Théâtre de la Huchette, et que l'on appelle par antiphrase la «question des rythmes scolaires». Or, il n'y a pas en France de question des rythmes scolaires ; il y a en revanche un problème d'addiction aux vacances, qui déclenche, une fois par mois, un mouvement pendulaire Nord-Sud sur le territoire, et qui fait des petits Français les derniers de la classe européenne, en termes de fréquentation de l'école : 144 jours par an contre 221 jours de vacances et de jours fériés. Considérons bien ces chiffres : au pays de Condorcet, de Guizot, de Jules Ferry et de Jean Zay, on consacre la domination absolue des exigences du tourisme sur les impératifs du savoir.

Il faut savoir aussi que la semaine des quatre jours d'école, autorisée par le nouveau ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, au nom de l'autonomie locale, tend à redevenir majoritaire sur le territoire : je ne donne pas deux ans avant qu'elle ne s'impose partout. Or, il faut savoir que dans l'ensemble de l'Europe la norme est de cinq journées par semaine, parfois quatre et demi, parfois cinq et demi. La France est seule à pratiquer la semaine de quatre jours.

Du coup, les journées d'école sont surchargées et les enfants, fatigués. Tiens donc ! Ne conviendrait-il pas de passer à la semaine de trois jours, afin de permettre à ces chers petits de récupérer ?

Nous sommes en pleine déraison, et cette déraison s'explique parce que tous les acteurs de cette farce se tiennent par la barbichette : le ministère de l'Education, les professionnels du tourisme, les parents d'élèves, les élèves et les syndicats d'enseignants. Au départ, du temps de Jules Ferry, la semaine scolaire dans le primaire et le secondaire s'étalait sur cinq jours, avec une coupure le jeudi, consacré aux activités extrascolaires, à commencer par le catéchisme catholique et autres enseignements religieux. Longtemps, dans l'imaginaire national, le jeudi fut synonyme de congé, et la «semaine des quatre jeudis» le symbole du farniente et de la félicité. Puis vint, au début du siècle, personne ne s'en plaindra, la «semaine anglaise», c'est-à-dire l'extension au samedi après-midi du repos hebdomadaire du dimanche dans les usines et les bureaux. Bien entendu, les parents souffraient de ne pouvoir passer avec leurs enfants cet après-midi de repos. Mais, lorsque avec le développement des loisirs et l'essor de l'automobile, c'est tout le samedi qui devint férié, la pression sociale fut irrésistible, et par étapes successives cette interruption du travail s'étendit à l'école. Dès lors, le jeudi n'était plus le jour idéal pour le repos de milieu de semaine des écoliers, et c'est le mercredi après-midi qui s'imposa à sa

place. La durée hebdomadaire de l'école consista désormais en neuf demi-journées, à l'exclusion du samedi, du dimanche et du mercredi après-midi. J'espère que vous me suivez toujours.

Vint alors, en 2008, Nicolas Sarkozy étant président et Xavier Darcos ministre de l'Education, la suppression de l'école le samedi matin, que rien ne justifiait, sinon des raisons budgétaires : on économisait sur l'enseignement des enfants, voilà tout.

C'était un scandale à l'état pur, que peu de gens dénoncèrent, à l'exception d'Antoine Prost dans le Monde, parce que l'omerta qui unissait ministre, parents, élèves, industrie du tourisme et syndicats d'enseignants fonctionnait à merveille au détriment de la quantité et de la qualité de l'éducation. De sorte que lorsque Vincent Peillon, le nouveau ministre de l'Education de François Hollande, conscient du scandale, voulut revenir en arrière, il se heurta à ce lobby clandestin des loisirs et de la régression intellectuelle. Il lui suffisait d'annuler le décret Darcos pour revenir au statu quo ante, c'est-à-dire à neuf demi-journées pleines. Or, les syndicats d'enseignants en particulier considéraient, après l'avoir combattue, la semaine des quatre jours comme un «acquis»... C'est pour contourner l'irrésistible force d'inertie de ce lobby que Peillon improvisa une demi-journée consacrée au périscolaire et financée par les municipalités. C'était un bon moyen pour l'Etat d'esquiver ses responsabilités tout en donnant l'impression d'innover. Mais ce n'est pas de l'insuffisance des élèves en matière de tir à l'arc, de macramé et de théâtre de marionnettes que la France souffre : c'est de la régression constante des élèves en matière de lecture, d'orthographe, de maniement du français et du calcul. En bottant en touche, Peillon, Vallaud-Belkacem, puis désormais Blanquer ont failli à leur mission. Tout le débat sur les rythmes scolaires est marqué par l'imposture, l'hypocrisie et le désengagement. C'est comme si, pour réparer un bras cassé, on posait un emplâtre sur une jambe, avec la complicité de tout l'hôpital.

Cette affaire est à suivre. A titre symbolique, elle marque le renoncement de la France à demeurer une grande nation intellectuelle, au profit des activités du tourisme, du bronze-cul et des vacances familiales. Une des nations piliers du savoir et de la culture à l'échelle planétaire se transforme tout doucement en un peuple de larbins et de gendarmes de Saint-Tropez. Relisez la Carte et le territoire de Michel Houellebecq pour savoir ce qui nous attend.

Il ne me reste plus qu'à vous souhaiter de bonnes vacances.